

Pour l'avenir industriel du site Ford-Blanquefort

Le débat et la mobilisation sur l'avenir du site de Blanquefort Ford entrent dans une phase nouvelle. C'est en effet dans les prochaines semaines que pourraient être dévoilées les perspectives de reprises du site.

Depuis des mois, voir des années, la Cgt n'a cessé d'affirmer qu'il n'y avait aucune fatalité au désengagement du groupe FORD et à la fermeture du site. Nous avons étayé cette affirmation de propositions sérieuses, constructives visant à pérenniser le site, les emplois, les savoirs faire, en intégrant notamment les nouveaux impératifs du développement durable pour la filière automobile. Sur cette base, nous avons construit une dynamique de mobilisation rassembleuse et large, au delà même des salariés de l'entreprise, en faisant du devenir du site industriel de Blanquefort un enjeu majeur du développement économique et social de toute notre région.

A l'évidence, les perspectives de reprises montrent qu'un avenir industriel du site est désormais possible. Cela est à mettre à l'actif de la mobilisation constructive et déterminée, à laquelle toute la CGT contribue depuis des années. Plus que jamais, alors que s'intensifient les discussions sur la nature, le contenu et le niveau des projets de reprises, la CGT appelle les salariés de l'entreprises et au-delà, à poursuivre débats, interventions et à se mobiliser dans les formes les plus rassembleuses pour faire entendre leurs exigences de maintien des emplois et de pérennité d'activités industrielles porteuses d'avenir.

La CGT formule d'ores et déjà, et sans préjuger des projets actuels de reprises en discussion, plusieurs exigences et revendications majeures qui peuvent et doivent constituer les bases d'un projet de reprise industriel crédible :

- ❖ ***Maintien de l'intégralité des emplois du site, de l'ensemble des salariés.***
- ❖ ***Pérennité dans le temps des emplois. Pour cela nous proposons d'expérimenter et de mettre en place (sur le site FORD et l'ensemble de la filière auto) une Sécurité Sociale Professionnelle garantissant à chacun le maintien du salaire, l'ancienneté, les droits acquis, la formation,... Une première étape pourrait être le paiement intégral des journées chômées.***
- ❖ ***Un projet industriel doté d'un plan de charge conséquent et tourné vers le développement, les nouveaux débouchés que vont générer les véhicules de nouvelles générations (et non d'accompagnement de la fin de production des produits actuels). Celui doit en particulier comporter un volet investissement, recherche et développement (bureau d'étude), ainsi que formation.***

- ❖ ***La réalisation du projet doit être assortie d'une garantie durable, juridique (diverses possibilités existent), industrielle, financière, sociale du groupe FORD. Celui-ci doit en effet assumer sa responsabilité première dans la réussite du projet.***
- ❖ ***De même les pouvoirs publics, à tous les niveaux (Etat, Région, CUB, Conseil Général, ville de Bordeaux,...) doivent assurer les conditions garantissant la réussite et le respect des engagements pris, en responsabilisant territorialement le groupe FORD ainsi que les repreneurs.***
- ❖ ***Enfin tout projet doit faire l'objet d'une présentation et d'un débat totalement transparent et démocratique, associant, en particulier les organisations syndicales et les salariés.***

Ces propositions concernant spécifiquement l'avenir du site Ford doivent s'intégrer dans un plan global de relance et de soutien de la filière automobile dans son ensemble : constructeurs, équipementiers, sous-traitants (comme les fonderies du Bélier, les garages, ...). Pour cela il est urgent de se dégager des logiques de rentabilité maximum pour les actionnaires qui détruisent l'emploi, pèsent sur les salaires, les conditions de travail. Il faut privilégier la recherche, l'investissement dans les véhicules propres, économes en énergie et permettre le renouvellement du parc auto français vieillissant (8 ans en moyenne). De plus une politique de relèvement des salaires et retraites est indispensable pour relancer la consommation des ménages (le prix moyen d'un véhicule est de 21000€ soit 4 ans de salaires d'un smicard)

C'est à partir de ces exigences, cohérentes dans leur ensemble, que la CGT entend intervenir dans la période nouvelle qui s'ouvre, décisive pour l'avenir du site de Blanquefort. Elle appelle l'ensemble des salariés, des organisations syndicales à en débattre largement pour construire ensemble une nouvelle étape de la mobilisation.

La CGT est déterminée et disponible pour y travailler.